

Septembre
2016

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE
DE L'ETAT

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2016

EXECUTION DU BUDGET



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I- REALISATION DES RESSOURCES.....	4
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	7
1.2 Ressources de trésorerie	9
II-EXECUTION DES DEPENSES	9
2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type	9
2.1.1 Dépenses budgétaires	10
2.1.2 Dépenses de trésorerie	13
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services	14
2.3 Analyse des dépenses par grande fonction	15
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres	17
IV- EVOLUTION DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGETAIRE	18
4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres.....	18
4.2 Plancher sur les recettes fiscales	18
CONCLUSION	19

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin septembre 2016	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin septembre 2016	9
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Ministère et Institution à fin septembre 2016	14
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin septembre 2016	15
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2016	17
Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin septembre 2016	18
Tableau 7 : Evolution des indicateurs de suivi budgétaire à fin septembre	18

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin septembre 2016.....	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin septembre 2016	10
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin septembre 2016	15
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin septembre 2016.....	16

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire.....	20
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires	21
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction	22
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction.....	23
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministère et Institution	25
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales	26
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres.....	27
Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.....	28

INTRODUCTION

L'exécution budgétaire au troisième trimestre 2016, à l'instar des deux premiers trimestres, s'est déroulée dans un environnement favorable tant au plan socio-politique qu'économique.

Au plan socio-politique, les actions de consolidation de la cohésion sociale se sont renforcées avec l'adoption par le Gouvernement de l'avant-projet de nouvelle constitution qui constitue un nouveau contrat social visant à consolider et garantir la paix et la stabilité.

Au niveau économique, les discussions menées lors de la dernière mission du Fonds Monétaire International en septembre ont permis de parvenir à un accord technique sur les principaux points de négociation en vue de la conclusion d'un nouveau programme économique et financier qui sera appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC).

Au plan budgétaire, pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique, un projet de loi de finances rectificative a été adopté le 07 septembre 2016 en Conseil des Ministres faisant passer le budget 2016 de 5 813,3 milliards à 6 165,8 milliards.

La présente communication a pour objet de faire le point sur la situation d'exécution du budget 2016 au terme du troisième trimestre, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin septembre 2016 se situent à **3 944,3 milliards** pour une prévision de **3 961,1 milliards**, soit un taux de réalisation de 99,6%. Ces réalisations comprennent 3 859,4 milliards de ressources budgétaires (97,8% des recettes totales) et 84,9 milliards de ressources de trésorerie.

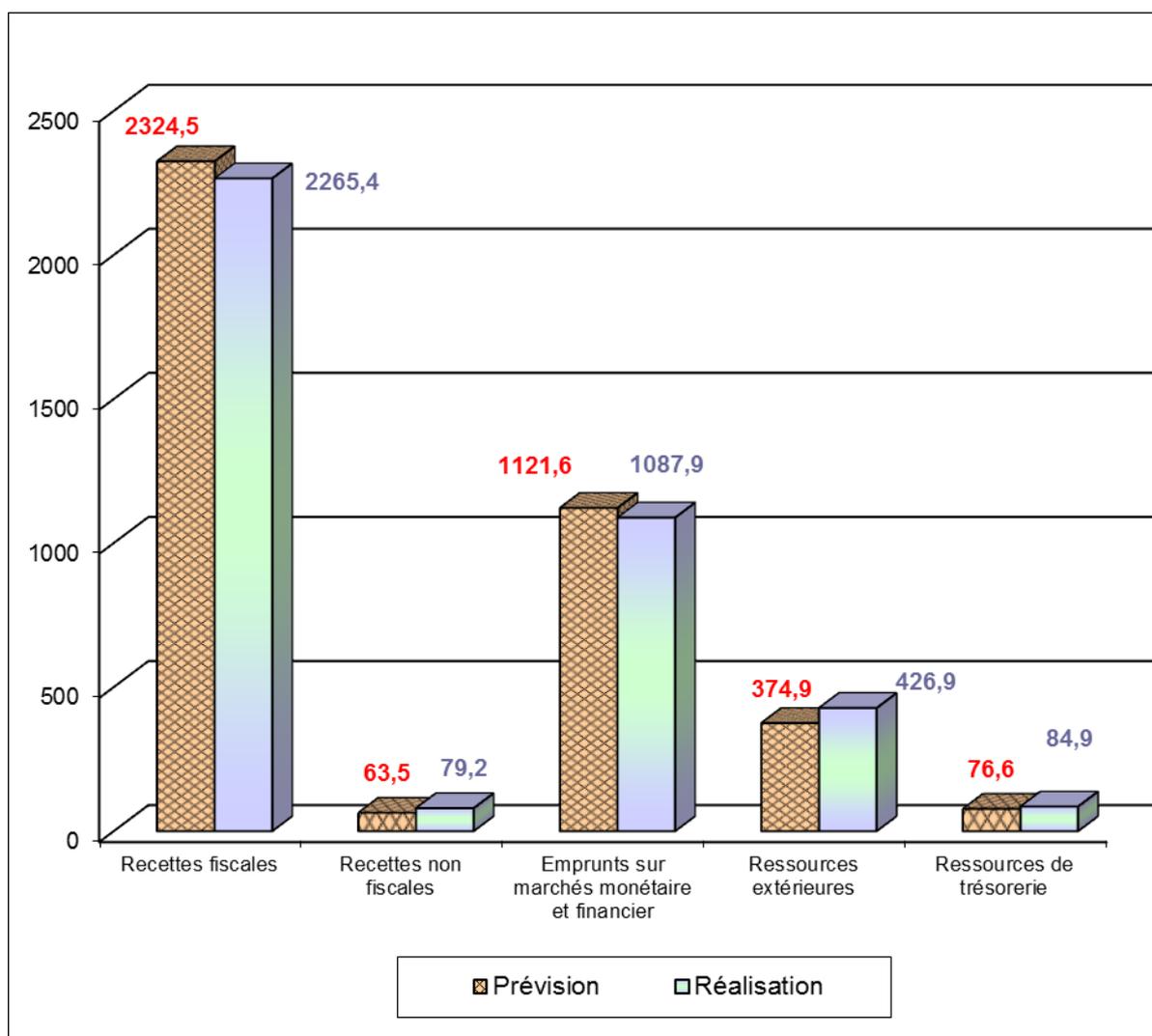
Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin septembre 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin septembre 2015			Fin septembre 2016		
	Objectif	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Ressources budgétaires	3 705,9	3 725,2	100,5%	3 884,5	3 859,4	99,4%
Ressources intérieures	3 173,1	3 159,7	99,6%	3 509,5	3 432,5	97,8%
Recettes fiscales	1 979,0	2 034,9	102,8%	2 324,5	2 265,4	97,5%
Recettes non fiscales	115,9	133,8	115,5%	63,5	79,2	124,8%
Emissions titres publics	1 078,2	991,0	91,9%	1 121,6	1 087,9	97,0%
Ressources extérieures	532,8	565,5	106,1%	374,9	426,9	113,9%
Appuis budgétaires	120,1	140,2	116,7%	0,0	73,8	
<i>dont FMI</i>	39,9	64,3	161,2%	0,0	0,0	
<i>AFD (C2D)</i>	73,8	73,8	100,0%	0,0	73,8	
Financement extérieur	412,7	425,3	103,1%	374,9	353,1	94,2%
<i>Dons-projets</i>	131,5	104,5	79,5%	75,1	96,7	128,9%
<i>Emprunts-projets</i>	281,2	314,8	111,9%	299,9	256,4	85,5%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	6,0		0,0	0,0	
Ressources de trésorerie	59,0	79,1	134,1%	76,6	84,9	110,7%
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	48,7	69,3	142,3%	64,6	71,5	110,7%
TVA secteur électricité	10,3	9,8	95,3%	12,1	13,4	110,8%
Total Ressources	3 764,9	3 804,3	101,0%	3 961,1	3 944,3	99,6%

Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin septembre 2016



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

1.1 Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires ont été recouvrées à hauteur de **3 859,4 milliards** pour une prévision de 3 884,5 milliards, soit un taux de réalisation de 99,4%. Ces réalisations sont constituées à 88,9% de ressources intérieures et 11,1% de ressources extérieures.

1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures, composées des recettes fiscales et non fiscales ainsi que des emprunts sur les marchés monétaire et financier, ont été mobilisées à hauteur de **3 432,5 milliards** contre un objectif de 3 509,5 milliards.

➤ Recettes fiscales

Les recettes fiscales représentent 66% des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de **2 265,4 milliards** contre un objectif de 2 324,5 milliards, soit un taux de réalisation de 97,5%.

Ce niveau de réalisation est principalement lié aux gaps enregistrés dans le recouvrement des taxes à l'exportation (DUS), des taxes à l'importation (produits pétroliers et marchandises générales), de la taxe sur la valeur ajoutée, des taxes sur les boissons et tabacs, des revenus

du gaz, de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ainsi que des droits d'enregistrement café-cacao.

Les taxes à l'exportation (DUS) ont été recouvrées à hauteur de 271,8 milliards contre un objectif de 300,3 milliards, dégageant un écart négatif de 28,5 milliards en lien avec un volume de cacao exporté plus faible que prévu (1 199 657 tonnes attendues contre 1 058 319 tonnes réalisées).

Les taxes à l'importation sur les produits pétroliers ont été recouvrées à hauteur de 265,5 milliards pour un objectif de 274,7 milliards, soit un écart négatif de 9,2 milliards. Cette contreperformance se justifie par un volume de gasoil mis à la consommation inférieur aux prévisions de 35,74 millions de litres et par des niveaux de taxation moins favorables par rapport aux projections (super carburant : 191,34 francs/litre pour un objectif de 221,89 francs/litre et gasoil : 230,45 francs/litre pour un objectif de 230,71 francs/litre).

Les taxes à l'importation sur les marchandises générales se sont établies à 546,5 milliards, enregistrant ainsi un écart négatif de 7,6 milliards, en relation avec un niveau des prix moyens des marchandises mises à la consommation inférieur aux prévisions (332,8 FCFA/kg réalisés contre une prévision de 377,6 FCFA/kg).

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) intérieure se chiffre à 220,7 milliards pour une prévision de 228,3 milliards. Elle enregistre ainsi un gap de 7,6 milliards dû à un rendement plus faible des paiements spontanés (203,9 milliards collectés contre 210,3 milliards attendus) et à un niveau plus important que prévu de remboursements de crédits de TVA (28,2 milliards imputés à la DGI contre 25,3 milliards projetés).

Les taxes sur les boissons et tabacs ont été recouvrées à hauteur de 23 milliards, soit un gap par rapport aux prévisions de 5,3 milliards en lien avec la délocalisation de la production de certaines catégories de cigarettes (Imperial Tobacco au Bénin) et de certaines boissons (SOLIBRA au Burkina) en raison de la hausse des droits d'assises.

Les revenus du gaz se chiffrent à 41,9 milliards contre un objectif de 45,1 milliards, soit un écart négatif de 3,2 milliards lié à une quantité de gaz facturée plus faible que prévue.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'est situé à 67,5 milliards contre 71,1 milliards prévus, soit un gap de 3,6 milliards lié essentiellement à l'IRVM (-3 milliards) du fait d'une distribution moins importante que prévue de dividendes.

Les droits d'enregistrement café-cacao, recouverts à hauteur de 88,4 milliards, enregistrent une moins-value de 2,6 milliards qui s'explique par la réduction de 6% des quantités de cacao soumises à la formalité de l'enregistrement par rapport aux projections.

Toutefois, l'effet de ces contreperformances a été atténué par la bonne tenue de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) hors pétrole et gaz et de l'impôt sur les revenus et salaires.

L'impôt BIC hors pétrole et gaz a été recouvert à hauteur de 245 milliards contre des prévisions de 240,3 milliards, soit un écart positif de 4,7 milliards en raison de la bonne progression des résultats fiscaux dégagés par les entreprises de certains secteurs d'activités, notamment les industries (+14%), le commerce (+36%) et les services (+6%).

L'impôt sur les revenus et salaires s'est établi à 313,2 milliards contre un objectif de 309,4 milliards, soit un dépassement d'objectif de 3,8 milliards. Ce résultat s'explique notamment par les efforts de recouvrement des arriérés d'ITS.

➤ Recettes non fiscales

Les **recettes non fiscales** ont été recouvrées à hauteur de 79,2 milliards pour une prévision de 63,5 milliards. Ce niveau de réalisation comprend principalement :

- ✓ les recettes des services : **27,8 milliards** en ligne avec les prévisions ;
- ✓ les revenus du domaine : **27,5 milliards** contre 27,8 milliards prévus ;
- ✓ l'intégration de ressources additionnelles C2D : **14,3 milliards** non initialement prévus ;
- ✓ les dividendes: **4,9 milliards** contre 1,8 milliard prévu. Ces réalisations comprennent le recouvrement des dividendes de Côte d'Ivoire Télécom (1,4 milliard), la Mine d'or de Tongon (1,1 milliard), du Groupe Attijariwafa Bank (0,9 milliard), de NSIA Banque (0,8 milliard) et les arriérés au titre de 2014 du Groupe Attijariwafa Bank (0,4 milliard) ;
- ✓ le Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) : **3,4 milliards** contre 7 milliards prévus ;
- ✓ les versements des entreprises : **0,5 milliard** contre une prévision de 0,4 milliard ;
- ✓ les bonus de signature secteur minier : **0,8 milliard** non initialement prévu.

➤ Emissions de titres d'Etat

Les interventions de l'Etat sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 1 087,9 milliards contre 1 121,6 milliards attendus. Ce niveau de réalisation comprend 291,3 milliards de bons du Trésor, 279,9 milliards d'emprunts obligataires et 516,8 milliards d'obligations du Trésor dont 209,5 milliards au titre du SUKUK.

1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** ont été mobilisées à hauteur de 426,9 milliards pour un objectif de 374,9 milliards, soit un taux de réalisation de **113,9%**. Elles comprennent les tirages sur les emprunts-projets, les dons-projets et les appuis budgétaires.

Les tirages sur les **emprunts-projets** se sont établis à 256,4 milliards contre 299,9 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 85,5%. Ces tirages ont été recueillis principalement auprès des bailleurs suivants :

- ✓ **Eximbank Chine** : **165,8 milliards** pour financer principalement :
 - le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards) ;
 - le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (60 milliards) ;
 - le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) ;
 - le projet d'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards).
- ✓ **Banque Islamique de Développement** : **31,8 milliards** essentiellement au titre:
 - de l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (13,2 milliards) ;

- du Programme National de Développement Communautaire (6 milliards) ;
 - de l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla – Mali (4,7 milliards) ;
 - de la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards).
- ✓ **Banque Mondiale** : **24,3 milliards** mobilisés pour financer :
- le programme de renforcement du système de santé et la prévention contre la maladie à virus Ebola (9,7 milliards) ;
 - le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards) ;
 - le projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (4,3 milliards);
 - le projet d'appui aux secteurs agricoles (3,5 milliards).
- ✓ **Le Royaume du MAROC** : **11 milliards** pour le financement du projet d'aménagement de la baie de Cocody (11 milliards);
- ✓ **Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)** : **7,8 milliards** principalement au titre du :
- projet d'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (4,4 milliards) ;
 - projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards).

Les **dons-projets** s'élèvent à 96,7 milliards contre 75,1 milliards prévus, soit un taux de réalisation de 128,9%. Ces financements ont été obtenus auprès des bailleurs de fonds ci-après :

- ✓ **Fonds Mondiale de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (GLOBAL FUND, USA)** : **35,8 milliards** dont 32,8 milliards au titre du financement de la lutte contre le Paludisme ;
- ✓ **Banque Mondiale (BM)** : **20 milliards** pour soutenir principalement le projet Facilitation du Commerce et du Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (8,7 milliards), le projet Filets sociaux productifs (3,9 milliards), le programme de renforcement du système de santé et la préparation à la Lutte contre Ebola (3,8 milliards), et le projet d'appui au secteur agricole (3 milliards) ;
- ✓ **Union Européenne (UE)** : **13,8 milliards** dont 4,8 milliards pour la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire, 3,7 milliards pour l'accompagnement du secteur banane et 2,7 milliards pour la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé ;
- ✓ **Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA)** : **5,5 milliards** principalement au titre de l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM-Bouaké) à hauteur de 4,3 milliards ;
- ✓ **Banque Africaine de développement (BAD)** : **3,6 milliards** au titre du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin.

Par ailleurs, des **appuis budgétaires** non initialement attendus à fin septembre d'un montant total de 73,8 milliards ont été obtenus auprès de l'Agence Française de Développement dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires recouvrées, 84,9 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie. Ces ressources intègrent :

- ✓ 71,5 milliards de ressources pour le remboursement de crédits de TVA ;
- ✓ 13,4 milliards de recettes de TVA affectées au secteur électricité.

II-EXECUTION DES DEPENSES

2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Le niveau d'exécution des dépenses à fin septembre 2016 s'élève à **4 025,6 milliards** pour un objectif de 4 066,2 milliards, soit un taux d'exécution de 99%.

Ces dépenses comprennent **3 950,9 milliards** de dépenses budgétaires (98,1% des dépenses totales) et **74,7 milliards** de Dépenses de trésorerie (1,9%).

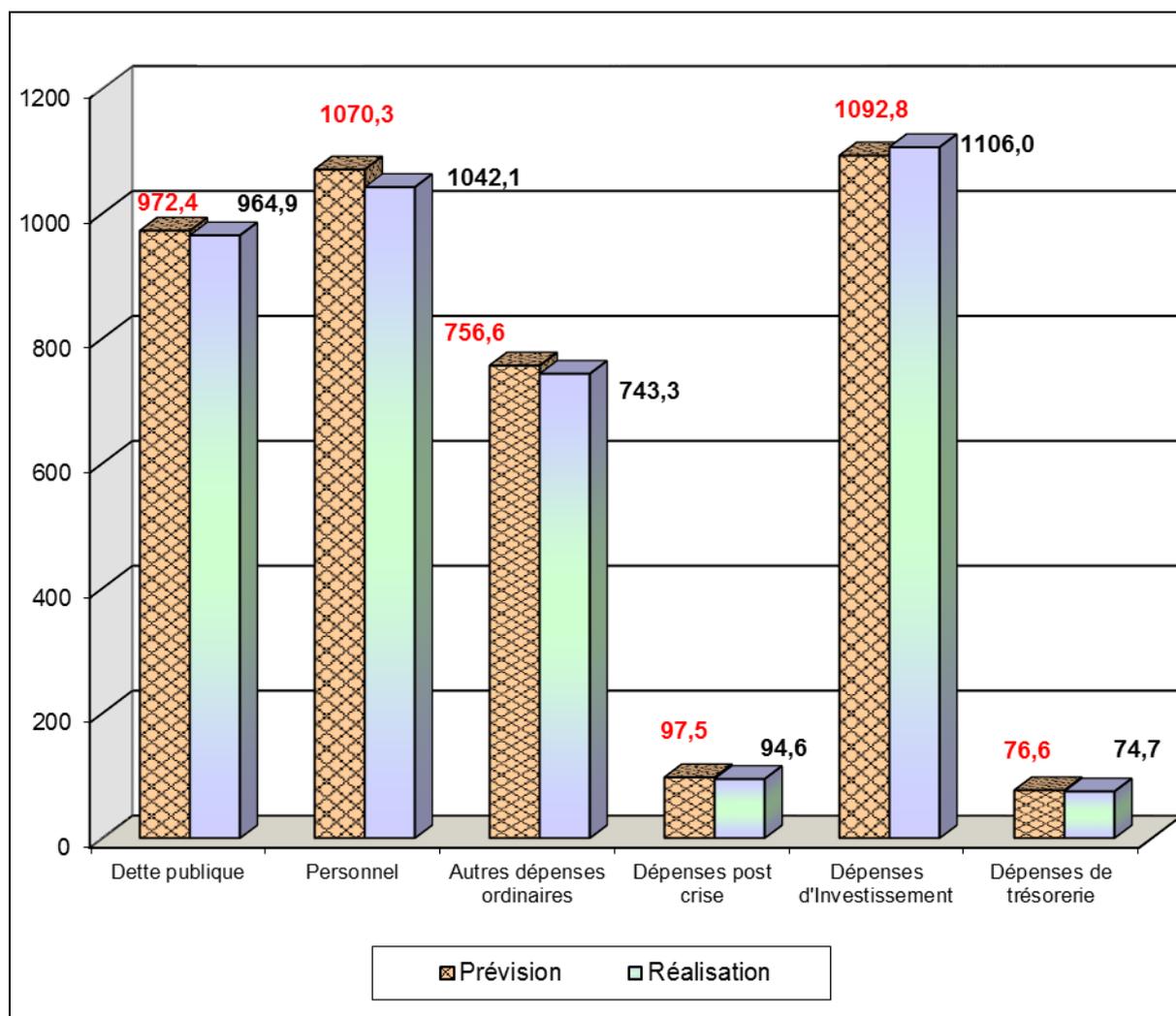
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin septembre 2016

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin septembre 2015			Fin septembre 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
Dépenses budgétaires	3 491,6	3 537,9	101,3%	3 989,5	3 950,9	99,0%
Dette publique	794,4	798,8	100,6%	972,4	964,9	99,2%
Dette intérieure	513,8	517,5	100,7%	666,9	658,6	98,8%
Dette extérieure	280,6	281,3	100,3%	305,5	306,3	100,3%
Dépenses ordinaires	1 722,1	1 728,1	100,4%	1 826,9	1 785,4	97,7%
Personnel	1 003,9	974,6	97,1%	1 070,3	1 042,1	97,4%
Abonnement	46,9	46,4	99,1%	54,7	50,6	92,5%
Subventions et transferts	266,2	303,0	113,8%	298,6	301,4	100,9%
Autres dépenses de fonctionnement	405,1	404,1	99,8%	403,4	391,4	97,0%
Dépenses de sécurité et d'élections	46,3	85,4	184,4%	97,5	94,6	97,1%
Dépenses financées sur ressources intérieures	40,6	79,4	195,5%	97,5	94,6	97,1%
Dépenses financées par les Bailleurs	5,7	6,0	105,3%	0,0	0,0	
Dépenses d'investissement	928,7	925,5	99,7%	1 092,8	1 106,0	101,2%
Investissements financés sur ressources intérieures	516,0	506,2	98,1%	717,9	752,9	104,9%
Investissements financés par emprunts et dons	412,7	419,3	101,6%	374,9	353,1	94,2%
Dépenses de trésorerie	59,0	79,1	134,1%	76,6	74,7	97,4%
Remboursement de crédits de TVA	48,7	69,3	142,3%	64,6	71,5	110,7%
Reversement de TVA au secteur électricité	10,3	9,8	95,3%	12,1	3,2	26,6%
TOTAL DEPENSES	3 550,5	3 617,0	101,9%	4 066,2	4 025,6	99,0%

Sources : DGBF-DGTCP

Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin septembre 2016



Sources : DGBF-DGTCP

2.1.1 Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires à fin septembre 2016 ont été réalisées à hauteur de **3 950,9 milliards** pour une prévision de 3 989,5 milliards, soit un taux d'exécution de 99%.

➤ Service de la dette publique

Le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 964,9 milliards et se répartit entre la dette intérieure (68,3%) et la dette extérieure (31,7%).

La dette intérieure a été exécutée à hauteur de 658,6 milliards et concerne principalement les bons du Trésor (172,5 milliards), les emprunts obligataires (283,2 milliards), les obligations du Trésor (105,6 milliards), la dette BCEAO (27 milliards), la dette SIR restructurée (11,5 milliards), la dette titrisée de la NSIA BANQUE (10,1 milliards).

Quant au service de **la dette extérieure**, il a été exécuté à hauteur de 306,3 milliards couvrant principalement les échéances des créanciers membres du Club de Paris (102,3 milliards), les intérêts des Eurobonds (118,7 milliards) et le remboursement d'autres créanciers tels que la Chine et l'Inde (24,2 milliards). Il inclut également les échéances du FMI (19,8 milliards), de la BID (11 milliards), de l'UEMOA (5,7 milliards), et de la BOAD (5,3 milliards).

➤ Dépenses de personnel

Les **charges de personnel** se situent à fin septembre 2016 à **1 042,1** milliards pour une prévision de 1 070,3 milliards, soit une sous-consommation de **28,2** milliards, expliquée essentiellement par le retard dans la transmission à la Solde de dossiers de premiers mandatements des 8 000 nouveaux instituteurs sortants des CAFOP. Cette sous-exécution devrait se résorber avant la fin de l'année avec les dispositifs d'accélération du traitement desdits dossiers engagés au niveau des services.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ le salaire des fonctionnaires (729 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (56,9 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (108,8 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (87,8 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (32,1 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (4,6 milliards) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (22,9 milliards).

➤ Dépenses d'abonnement

Les dépenses d'abonnement se sont établies à 50,6 milliards contre une prévision de 54,7 milliards, soit une sous-consommation de 4,1 milliards en raison du retard dans la réception des factures d'eau et de téléphone. Le niveau d'exécution se décompose en consommations d'électricité (40,1 milliards), de téléphone (7,1 milliards) et d'eau (3,4 milliards).

➤ Subventions et transferts

Les subventions et transferts s'élèvent à 301,4 milliards contre 298,6 milliards programmés et comprennent principalement :

- ✓ la subvention aux écoles privées (100,6 milliards) ;
- ✓ la subvention aux Etablissements Publics Nationaux (51,7 milliards) ;
- ✓ les bourses et kits scolaires (40,1 milliards) ;
- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (16,4 milliards) ;
- ✓ la subvention à la filière coton (6,8 milliards) ;
- ✓ les transferts aux collectivités et districts (13,9 milliards).

➤ Autres dépenses de fonctionnement

Les autres dépenses de fonctionnement se sont établies à 391,4 milliards contre une prévision de 403,4 milliards. Elles comprennent les dépenses sociales ciblées (2,7 milliards), les dépenses effectuées dans le cadre de la fourniture de carburant à l'armée (6,2 milliards) ainsi que les charges de fonctionnement des services (382,5 milliards).

➤ Dépenses de sécurité et élections

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 94,6 milliards contre une prévision de 97,5 milliards. Ce niveau d'exécution intègre notamment les dépenses liées aux élections (25,4 milliards) et les dépenses réalisées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité (61 milliards) et de la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (ex-ADDR) pour 7,4 milliards.

➤ Dépenses d'investissement

Les **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et élections) ont été exécutées à hauteur de 1 106 milliards à fin septembre 2016 contre un objectif fixé à 1 092,8 milliards, soit un taux d'exécution de 101,2%. Ces dépenses ont été financées à 68,1% sur les ressources intérieures et à 31,9% par les ressources extérieures.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées se chiffrent à 752,9 milliards, représentant **104,9%** de l'objectif fixé à 717,9 milliards. Ce résultat s'explique principalement par le bon niveau de consommation des crédits consacrés au projet de construction de classes primaires (90,4 milliards contre 61,5 milliards prévus).

Les dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures concernent également le programme d'investissement routier financé par le FER (66,2 milliards), les projets de construction et de réhabilitation des universités (55,2 milliards), les projets exécutés dans le cadre du Programme Présidentiel d'Urgence (92,4 milliards), l'aménagement du barrage hydroélectrique de Soubré (10,6 milliards) ainsi que la poursuite de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle (11,3 milliards).

Elles couvrent par ailleurs le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (26,1 milliards), le fonds d'études (11,4 milliards), l'aménagement de la route Akoupé-Kotobi-Bongouanou (8,2 milliards), l'appui aux projets des jeunes (6,4 milliards), le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (6,3 milliards) ainsi que le projet de mise en œuvre des infrastructures des jeux de la francophonie (6,3 milliards).

Ces réalisations intègrent, en outre, la souscription au capital d'organismes nationaux et internationaux notamment la BAD et AFREXIM-BANK (29,8 milliards).

Au titre du **financement extérieur**, l'exécution des dépenses s'est établie à hauteur de 353,1 milliards pour un objectif de 374,9 milliards, soit un taux d'exécution de 94,2%. Ces dépenses portent sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les **emprunts-projets** exécutés à hauteur de 256,4 milliards (85,5%), enregistrent une sous-exécution de 43,5 milliards en rapport avec le retard dans l'exécution d'importants projets tels que le programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano, l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, le bitumage de l'axe Odienné–Gbeleban, la mise en exploitation des champs captants de Bonoua, la construction d'ouvrages métalliques.

Les dépenses au titre des emprunts-projets intègrent notamment le projet d'extension et de modernisation du Port Autonome d'Abidjan (60 milliards), le projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique en Côte d'Ivoire (60 milliards), l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) et l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (7,3 milliards).

Elles concernent également :

- ✓ l'aménagement de la route Boundiali-Odiénné-Frontière Guinée (13,2 milliards);
- ✓ le projet d'aménagement de la baie de Cocody (11 milliards);
- ✓ le renforcement du système de santé et la préparation à la lutte contre Ebola (9,7 milliards);
- ✓ le Programme National de Développement Communautaire (6 milliards);
- ✓ le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards);
- ✓ l'aménagement de la route Boundiali - Tengréla – Mali (4,7 milliards);
- ✓ l'aménagement de l'axe Adzopé-Yakassé-Attobrou (4,4 milliards);
- ✓ le projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (4,3 milliards);
- ✓ le projet d'aménagement de la zone franche technologique de Grand-Bassam (4 milliards);
- ✓ le projet d'appui au secteur agricole (3,5 milliards);
- ✓ la réalisation des VRD pour logements sociaux (3,5 milliards) ;
- ✓ de la construction du Centre de Formation Professionnelle d'Agriculture et de Pêche de Bouna (2,8 milliards) ;
- ✓ projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari (2,1 milliards).

Le niveau d'exécution des **dons-projets**, s'est établi à 96,7 milliards pour un objectif de 75,1 milliards, soit un taux de 128,9%. Ce niveau d'exécution prend en compte les dépenses au titre :

- ✓ du projet de lutte contre le paludisme (32,8 milliards) ;
- ✓ du Projet Facilitation Commerce Transport Corridor Abidjan-Lagos (8,7 milliards);
- ✓ de l'appui à la réforme et la modernisation du système juridique et pénitentiaire (4,8 milliards) ;
- ✓ du projet Filets sociaux productifs (3,9 milliards)
- ✓ du renforcement du système de santé et de préparation à la lutte contre Ebola (3,8 milliards) ;
- ✓ de l'appui à l'accompagnement du secteur banane (3,7 milliards) ;
- ✓ de l'appui à la production agricole et à la commercialisation-PROPACOM Bouaké (4,3 milliards) ;
- ✓ du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin (**3,6 milliards**) ;
- ✓ du plan prioritaire de Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (3,5 milliards);
- ✓ du projet d'appui aux secteurs agricoles (3 milliards) ;
- ✓ de la construction du poste de contrôle juxtaposé de Noé (2,7 milliards).

2.1.2 Dépenses de trésorerie

Les dépenses de trésorerie s'élèvent à 74,7 milliards dont 71,5 milliards au titre du remboursement des crédits de TVA et 3,2 milliards de reversement de recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité.

2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) exécutées par les Ministères et Institutions se sont élevées à **1 106 milliards** à fin septembre 2016, correspondant à un taux d'exécution de **53%** par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 60,3% à fin septembre 2015). Ce taux relativement faible est lié au retard dans l'exécution d'importants projets tels que le programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano, l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, le bitumage de l'axe Odienné-Gbeleban, la mise en exploitation des champs captants de Bonoua, la construction d'ouvrages métalliques.

Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses de sécurité et d'élections) par Ministère et Institution à fin septembre 2016

En FCFA

Ministères/Institutions	Dotation 2016 (budget) (A)	Dotation 2016 (budget ajusté) ¹ (B)	Exécution SIGFiP (C)	Taux d'exécution SIGFiP (D) = C / A	Exécution fin septembre 2016 (y/c avances)	Taux d'exécution	
						Base budget	Base budget ajusté
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 183 075 166	5 183 075 166	0	0,00%	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	23 197 114 935	23 197 114 935	691 987 553	3,00%	691 987 553	3,0%	3,0%
Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	1 089 105 785	1 089 105 785	53 953 494	5,00%	53 953 494	5,0%	5,0%
Ministère de l'Industrie et des Mines	32 818 478 896	4 249 168 819	2 894 887 998	8,80%	2 894 887 998	8,8%	68,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6 376 300 758	6 096 600 758	973 352 534	15,30%	973 352 534	15,3%	16,0%
Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant	1 392 276 709	1 392 276 709	226 431 409	16,30%	226 431 409	16,3%	16,3%
Ministère des Sports et des Loisirs	20 561 769 915	20 561 769 915	4 046 327 437	19,70%	4 046 327 437	19,7%	19,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 182 951 480	1 182 951 480	265 879 007	22,50%	265 879 007	22,5%	22,5%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	11 996 951 669	11 996 951 669	2 701 710 031	22,50%	2 701 710 031	22,5%	22,5%
Ministère des Infrastructures Economiques	539 967 492 578	539 967 492 578	152 870 784 973	28,30%	152 870 784 973	28,3%	28,3%
Ministère de la Salubrité Urbaine et de l'Assainissement	12 009 721 063	12 009 721 063	3 405 018 578	28,40%	3 405 018 578	28,4%	28,4%
Ministère de la Communication	1 063 979 127	1 063 979 127	357 912 886	33,60%	357 912 886	33,6%	33,6%
Ministère de la Construction et de l'Urbanisme	5 457 943 163	5 457 943 163	1 744 292 795	32,00%	2 292 292 795	42,0%	42,0%
Ministère des Eaux et Forêts	4 178 900 000	4 178 900 000	1 808 247 436	43,30%	1 808 247 436	43,3%	43,3%
Ministère du Tourisme	1 595 123 061	1 595 123 061	699 318 326	43,80%	699 318 326	43,8%	43,8%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	22 228 369 747	22 228 369 747	9 944 871 409	44,70%	9 944 871 409	44,7%	44,7%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	167 744 077 061	167 744 077 061	76 663 205 521	45,70%	76 663 205 521	45,7%	45,7%
Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 245 226 633	3 245 226 633	1 557 747 219	48,00%	1 557 747 219	48,0%	48,0%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	90 621 166 655	90 621 166 655	43 550 125 371	48,10%	43 588 649 261	48,1%	48,1%
Présidence de la République	78 239 660 835	78 239 660 835	26 797 754 445	34,30%	37 666 406 185	48,1%	48,1%
Ministère de l'Habitat et du Logement Social	11 742 866 812	11 742 866 812	5 741 384 915	48,90%	5 741 384 915	48,9%	48,9%
Ministère des Affaires Etrangères	4 436 291 231	4 436 291 231	2 404 321 567	54,20%	2 404 321 567	54,2%	54,2%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	156 967 258 218	156 967 258 218	87 994 430 731	56,10%	88 337 752 124	56,3%	56,3%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	2 137 977 320	2 137 977 320	1 218 367 800	57,00%	1 218 367 800	57,0%	57,0%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	218 421 471 290	189 115 455 263	124 609 176 640	57,00%	124 609 176 640	57,0%	65,9%
Ministère du Plan et du Développement	26 880 901 647	26 880 901 647	17 474 439 778	65,00%	17 474 439 778	65,0%	65,0%
Ministère de l'Education Nationale	150 505 521 038	144 709 621 038	101 396 259 008	67,40%	101 396 259 008	67,4%	70,1%
Primature	48 311 869 697	48 311 869 697	33 488 763 019	69,30%	33 551 614 335	69,4%	69,4%
Ministère de la Justice	14 660 852 678	14 660 852 678	10 222 087 216	69,70%	10 222 087 216	69,7%	69,7%
Parquet Général	200 188 266	200 188 266	150 141 199	75,00%	150 141 199	75,0%	75,0%
Assemblée Nationale	1 100 000 000	1 100 000 000	825 000 000	75,00%	825 000 000	75,0%	75,0%
Commission Electorale Indépendante	330 888 358	330 888 358	248 166 269	75,00%	248 166 269	75,0%	75,0%
Médiateur de la République	157 422 622	157 422 622	118 066 967	75,00%	118 066 967	75,0%	75,0%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des Victimes	600 000 000	600 000 000	147 397 970	24,60%	461 900 480	77,0%	77,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	56 170 560 309	56 170 560 309	45 080 536 875	80,30%	45 080 536 875	80,3%	80,3%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	25 825 674 484	25 825 674 484	22 401 335 917	86,70%	22 401 335 917	86,7%	86,7%
Cour des Comptes	595 180 650	595 180 650	520 180 650	87,40%	520 180 650	87,4%	87,4%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	6 793 863 242	6 793 863 242	6 010 971 485	88,50%	6 010 971 485	88,5%	88,5%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	17 705 168 013	17 705 168 013	16 154 998 924	91,20%	16 154 998 924	91,2%	91,2%
Ministère du Pétrole et de l'Energie	126 643 903 940	126 643 903 940	126 273 895 768	99,70%	126 273 895 768	99,7%	99,7%
Ministère des Transports	77 700 105 201	77 700 105 201	75 235 804 720	96,80%	84 165 297 826	108,3%	108,3%
Ministère du Commerce	501 464 962	501 464 962	330 445 278	65,90%	812 208 333	162,0%	162,0%
Ministère délégué auprès de la Présidence de la République, chargé de la Défense	2 633 829 629	2 633 829 629	2 201 284 004	83,60%	5 182 176 994	196,8%	196,8%
Total	1 981 172 944 843	1 917 222 018 739	1 011 501 265 122	51,1%	1 036 069 265 122	52,3%	54,0%
Comptes spéciaux	105 772 999 999	105 772 999 999	69 945 400 000	66,1%	69 945 400 000	66,1%	66,1%
TOTAL GENERAL	2 086 945 944 842	2 022 995 018 738	1 081 446 665 122	51,8%	1 106 014 665 122	53%^o	54,7%

Source : DGBF

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

2.3 Analyse des dépenses par grande fonction

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin septembre 2016, se répartissent selon les fonctions principales comme suit.

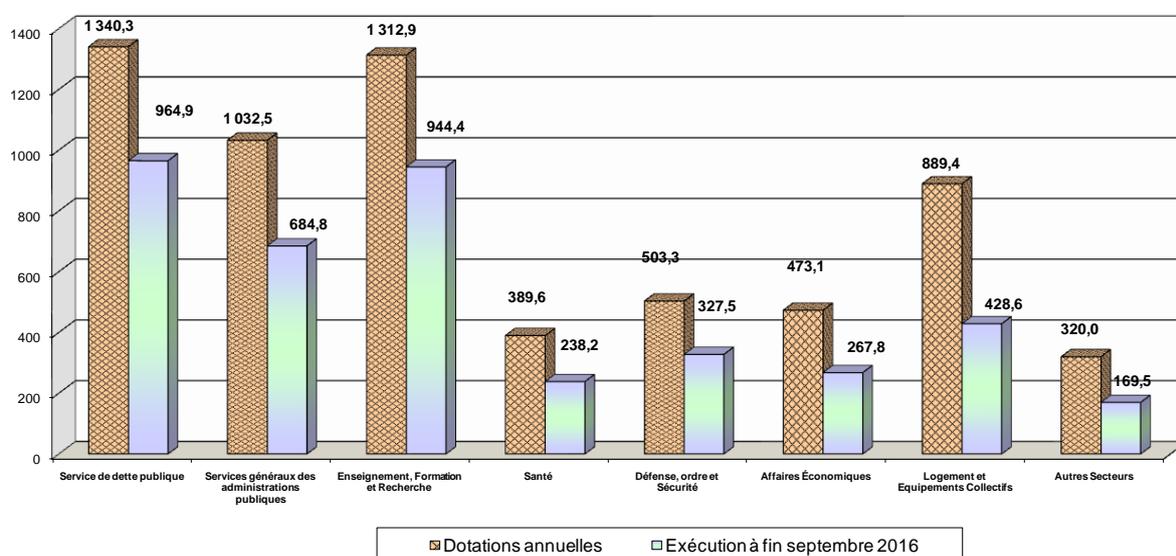
Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grande fonction à fin septembre 2016

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget révisé (1)	Budget actuel (2)	Exécution à fin septembre 2016				Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)
			SIGFiP	avances de trésorerie	Opérations de trésorerie	TOTAL dépenses (3)		
Service de dette publique	1 340,3	1 340,3	964,9			964,9	24,0%	72,0%
Services généraux des administrations publiques	1 057,7	1 032,5	511,6	98,5	74,7	684,8	17,0%	66,3%
<i>dont Institutions</i>	126,2	157,3	126,9	72,4	0,0	199,3	4,9%	126,6%
<i>Services Economiques et Financiers</i>	244,4	261,6	116,5	11,1	74,7	202,3	5,0%	77,3%
<i>Autres Services Généraux</i>	687,2	613,6	268,2	15,0	0,0	283,2	7,0%	46,2%
Enseignement, Formation et Recherche	1 304,7	1 312,9	944,0	0,4	0,0	944,4	23,5%	71,9%
Santé	364,4	389,6	236,8	1,4	0,0	238,2	5,9%	61,1%
Affaires Économiques	430,6	473,1	249,7	18,0	0,0	267,8	6,7%	56,6%
Défense, ordre et sécurité	501,1	503,3	295,7	31,8	0,0	327,5	8,1%	65,1%
Logement et Equipements Collectifs	863,0	889,4	427,9	0,7	0,0	428,6	10,6%	48,2%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	304,0	320,0	160,1	9,4	0,0	169,5	4,2%	53,0%
TOTAL GENERAL	6 165,8	6 261,1	3 790,7	160,2	74,7	4 025,6	100,0%	64,3%

Sources : -DGBF-DGTCP

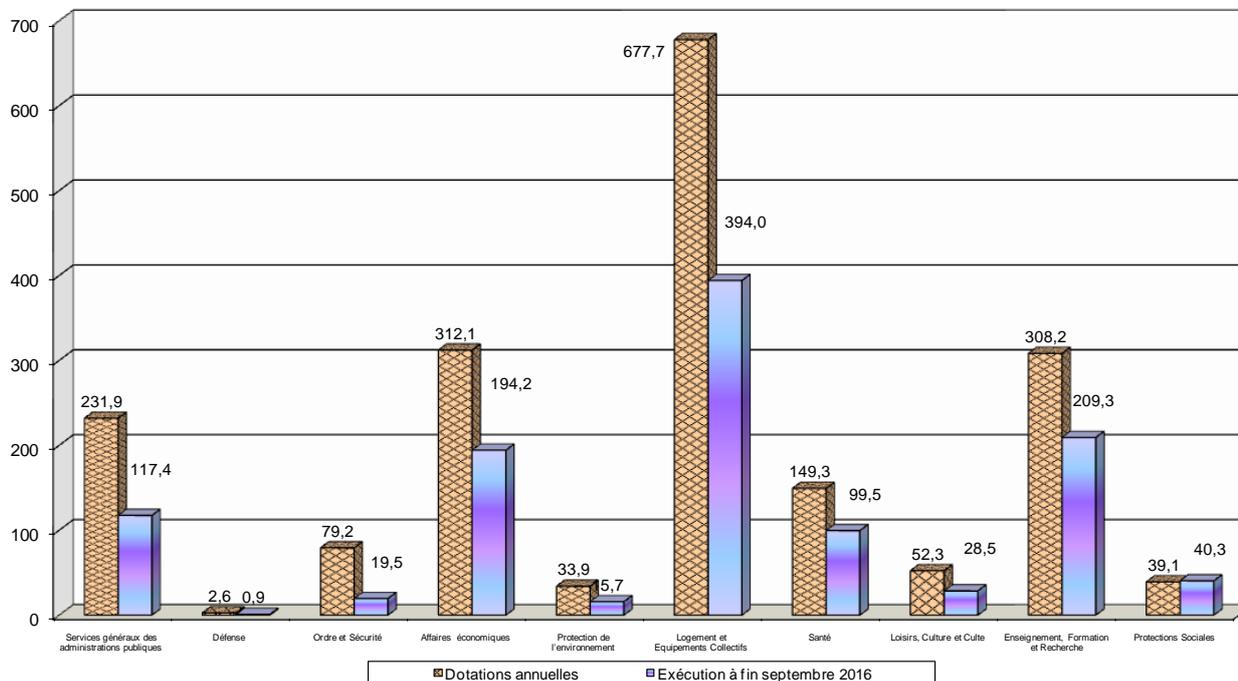
Graphique 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin septembre 2016



Sources : -DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** y compris les dépenses de sécurité et d'élection, s'établissent globalement à 1 119,2 milliards pour 1 886,2 milliards de dotations annuelles. Elles se présentent par grande fonction comme suit : logements et équipements collectifs (394 milliards), affaires économiques (194,2 milliards), enseignement, formation et recherche (209,3 milliards).

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.
Graphique 4 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin septembre 2016



Sources :-DGBF-DGTCP

2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Dans la vision du Gouvernement de rendre la croissance économique plus inclusive, un accent particulier est mis sur les dépenses contribuant à la lutte contre la pauvreté et les disparités sociales. Ainsi, les dépenses pro-pauvres se sont établies à fin septembre 2016 à **1 488,7 milliards** pour un objectif plancher de 1 405,7 milliards, soit un taux d'exécution de 105,9%.

Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2016

En milliards de FCFA

Domaines	2015	2016			
	Réalisation à fin septembre	Objectif annuel	Objectif à fin septembre	Réalisation à fin septembre	Taux d'exécution à fin septembre
01 Agriculture et développement rural	90,6	96,2	56,4	84,6	150%
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	6,8	9,6	6,8	5,4	79,4%
03 Education ¹	712,3	1190,9	864,2	895,9	103,7%
04 Santé ²	184,1	351,9	250,5	245,8	98,1%
05 Eau et Assainissement	53	89,1	56,1	48,3	86,1%
06 Energie	39,8	38,4	27,3	24,9	91%
07 Routes et ouvrages d'art	62,3	120,7	71,7	110,1	153,6%
08 Affaires Sociales	16,7	24,1	17,9	17,1	95,6%
09 Décentralisation	37,1	61,2	43,4	44,1	101,6%
10 Reconstructions et réhabilitations	9,8	5,2	3,5	5,7	163%
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	2,0	11,2	7,9	6,8	85,1%
TOTAL	1 214,5	1998,5	1 405,7	1 488,7	105,9%

Sources : DGBF-DGTCF

¹ Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'éducation-formation qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

² Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de la santé, qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

Les paiements effectués à fin septembre 2016 sont résumés dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin septembre 2016

(En milliards F CFA)

	Budget actuel	Exécution	Paiements (*)
Dette Publique	1 340,3	964,9	964,9
Dette intérieure	860,5	658,6	658,6
Dette extérieure	479,8	306,3	306,3
Dépenses Ordinaires	2 482,3	1 938,1	1 696,1
Personnel	1 433,7	1 042,1	1 042,1
Subventions et transferts	375,1	301,4	211,2
Autre dépenses ordinaires	673,5	594,6	442,8
Dépenses d'Investissement	2 092,8	1 119,2	550,1
Trésor	1 298,5	766,1	535,3
Don	237,2	96,7	2,8
Emprunt	557,1	256,4	11,9
Comptes spéciaux du trésor	345,6	3,4	3,4
TOTAL GENERAL	6 261,1	4 025,6	3 214,4

(*) Les paiements correspondent ici aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Sources : DGBF-DGTCF

IV- EVOLUTION DES INDICATEURS DE SUIVI BUDGETAIRE

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de suivi budgétaire.

Tableau 7 : Evolution des indicateurs de suivi budgétaire à fin septembre

(En milliards de FCFA)

Repères indicatifs	Fin septembre 2016		Fin décembre 2016
	Projection	Réalisation	Objectif
Plancher sur les dépenses pro-pauvres	1 405,7	1 488,7	1 998,5
Plancher des recettes fiscales TOFE ³	2 477,2	2 419,9	3 318,2

Source : DGBF

4.1 Plancher sur les dépenses pro-pauvres

A fin septembre 2016, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 1 488,7 milliards pour un niveau projeté de 1 405,7 milliards. Ces dépenses enregistrent un taux d'exécution de 105,9%.

4.2 Plancher sur les recettes fiscales

A fin septembre 2016, les recettes fiscales TOFE se chiffrent à 2 419,9 milliards contre un niveau attendu de 2 477,3 milliards, soit un écart négatif de 57,4 milliards.

³ Les champs des recettes fiscales TOFE et des recettes fiscales budgétaires sont différents

CONCLUSION

L'exécution budgétaire, au terme du troisième trimestre 2016, s'est caractérisée par une mobilisation des ressources quasiment en ligne avec les objectifs (99,6%) et des dépenses de fonctionnement contenues dans les limites des objectifs fixés pour maintenir l'équilibre budgétaire.

Les dépenses d'investissements, qui ne font pas l'objet de régulation, ont enregistré un taux d'exécution de 101,2% par rapport à l'objectif à fin septembre 2016.

Pour la fin de l'année 2016, les efforts de mobilisation des ressources et de maîtrise des dépenses seront poursuivis, tout en accordant la priorité aux dépenses d'investissement et de lutte contre la pauvreté.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution budgétaire à fin septembre 2016, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Abdourahmane CISSE

Adama KONE

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin septembre 2016)

En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial	Fin septembre		LIBELLE	Budget initial	Fin septembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	5 474,4	3 884,5	3 859,4	DEPENSES BUDGETAIRES	5 474,4	3 989,5	3 950,9
Ressources intérieures	4 538,5	3 509,5	3 432,5	Dettes publiques	1 259,9	972,4	964,9
Recettes fiscales	3 091,5	2 324,5	2 265,4	Dettes intérieures	778,3	666,9	658,6
DGI	1 633,2	1 187,9	1 174,0	<i>Principal</i>	631,9	528,7	528,5
<i>dont FER</i>	26,3	14,7	14,7	<i>Intérêts</i>	146,5	138,2	130,1
TRESOR	6,4	7,4	7,5	Dettes extérieures	481,5	305,5	306,3
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 451,9	1 129,1	1 083,8	<i>Principal</i>	309,9	182,0	177,0
<i>dont FER</i>	62,5	49,5	51,5	<i>Intérêts</i>	171,6	123,5	129,3
Recettes non fiscales	255,4	63,5	79,2	Dépenses ordinaires	2 444,3	1 826,9	1 785,4
Privatisation et vente d'actifs	30,5	0,0	0,0	Personnel	1 428,9	1 070,3	1 042,1
Transfert des entreprises	0,7	0,4	0,5	Abonnement	72,9	54,7	50,6
Revenus du domaine DGI	23,2	27,8	27,5	Subventions et transferts	367,1	298,6	301,4
Licences de télécommunication	150,0	0,0	0,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	19,8	0,4	0,0
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	14,3	Autres dépenses de fonctionnement	575,5	403,4	391,4
Fonds d'investissement en milieu rural	13,9	7,0	3,4	<i>Carburant Armée</i>	12,5	6,3	6,2
Autres recettes non fiscales	37,1	28,3	33,5	<i>dépenses sociales ciblées</i>	6,8	2,7	2,7
				<i>Charges de fonctionnement des services</i>	556,2	394,4	382,5
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 191,6	1 121,6	1 087,9	Dépenses post-crise	29,0	97,5	94,6
Emprunts obligataires		275,5	279,9	Financement intérieur	29,0	97,5	94,6
Bons et obligations du Trésor		846,1	808,1	<i>dont investissement</i>	5,2	0,0	13,2
Eurobonds		0,0	0,0	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Ressources extérieures	935,9	374,9	426,9	Dépenses d'investissement	1 741,2	1 092,8	1 106,0
Appuis budgétaires	217,7	0,0	73,8	Financement intérieur	1 023,0	717,9	752,9
<i>FMI</i>	0,0	0,0	0,0	<i>Programme présidentiel d'Urgence</i>	132,0	92,4	92,4
<i>Banque Mondiale</i>	55,0	0,0	0,0	<i>Construction barrage de Soubré</i>	14,2	10,6	10,6
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	0,0	73,8	<i>Projets C2D</i>	147,6	110,7	80,8
<i>BAD</i>		0,0	0,0	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,2	10,2	10,2
<i>UE</i>	15,1			<i>Investissement FIMR</i>	13,9	7,0	3,4
Financement extérieur	718,2	374,9	353,1	Financement extérieur	718,2	374,9	353,1
Dons-programmes		0,0	0,0	<i>Dons-projets</i>	218,5	75,1	96,7
Dons-projets	218,5	75,1	96,7	<i>Emprunts-projets</i>	499,7	299,9	256,4
Emprunts-projets	499,7	299,9	256,4				
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		76,6	84,9	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		76,6	74,7
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		64,6	71,5	Remboursement de crédits de TVA		64,6	71,5
TVA secteur électricité		12,1	13,4	Reversement TVA au secteur électricité		12,1	3,2
TOTAL GENERAL	5 474,4	3 961,1	3 944,3	TOTAL GENERAL	5 474,4	4 066,2	4 025,6

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin septembre 2016)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN SEPTEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 324,5	2 265,4	-59,1
<u>DGI</u>	<u>1 187,9</u>	<u>1 174,0</u>	-13,9
Impôts directs	669,8	671,7	1,9
BIC pétrole et gaz	39,8	37,5	
- BIC pétrole	8,2	8,2	
- BIC gaz	31,6	29,3	-2,2
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	630,0	634,2	
- BIC hors pétrole	240,3	245,0	4,7
- Impôt synthétique et AIRSI	15,7	14,9	-0,8
Impôts sur revenus et salaires	302,9	306,7	3,8
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,1	0,1	
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	71,1	67,5	-3,5
Impôts indirects	518,2	502,3	-15,8
TVA (hors part secteur électricité)	228,3	220,7	-7,6
TOB	43,2	41,0	-2,1
Taxes sur boissons et tabacs	28,3	23,0	-5,3
Droits d'enregistrement et de timbre	129,0	132,5	3,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>91,1</i>	<i>88,4</i>	<i>-2,6</i>
Patentes et Licences	11,0	10,8	-0,1
Taxes d'exploitation pétrolière	3,5	3,5	
Taxe d'exploitation du gaz	13,5	12,6	-1,0
Taxes sur les télécommunications	42,1	40,6	-1,5
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	17,7	15,5	-2,2
Taxe pr le dev touristique	0,4	0,4	
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,0	
Accises et autres taxes indirectes	1,1	1,6	
<u>TRESOR</u>	<u>7,4</u>	<u>7,5</u>	<u>0,1</u>
Impôts directs	6,5	6,5	0,1
Impôts sur revenus et salaires	6,5	6,5	0,1
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	0,9	1,0	0,1
Timbres et vignettes	0,9	1,0	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>1 129,1</u>	<u>1 083,8</u>	<u>-45,3</u>
Droits et taxes à l'importation	828,8	812,0	-16,8
Taxes sur produits pétroliers	274,7	265,5	-9,2
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	554,1	546,5	-7,6
Taxes à l'exportation	300,3	271,8	-28,5

ANNEXE 3 :

**SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin septembre 2016)**

(en FCFA)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opération de trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancements					
Service de la dette publique	1 340 267 982 261	1 340 270 000 000	1 102 260 000 000	964 888 303 043			964 888 303 043	964 888 303 043	964 888 303 043
- Dette publique intérieure	860 512 161 196	860 510 000 000	685 080 000 000	658 602 366 388			658 602 366 388	658 602 366 388	658 602 366 388
- Dette publique extérieure	479 755 821 065	479 760 000 000	417 180 000 000	306 285 936 655			306 285 936 655	306 285 936 655	306 285 936 655
Services généraux des administrations publiques	1 057 726 224 651	1 032 519 000 000	517 852 483 848	511 564 096 929	98 540 928 850	74 679 966 703	684 784 992 482	366 319 567 385	539 540 462 938
Institutions	126 154 910 020	157 329 000 000	126 863 000 000	126 857 519 133	72 395 115 765		199 252 634 898	125 311 848 175	197 706 963 940
Services Généraux	931 571 314 631	875 190 000 000	390 989 483 848	384 706 577 796	26 145 813 085	74 679 966 703	485 532 357 584	241 007 719 210	341 833 498 998
Défense	258 638 378 334	258 759 000 000	174 135 000 000	171 734 785 323	14 273 780 696		186 008 566 019	165 586 294 273	179 860 074 969
Services Sociaux									
Services militaires	122 200 280 038	122 340 000 000	78 998 000 000	78 160 215 055			78 160 215 055	75 564 890 423	75 564 890 423
Services de gendarmerie	63 090 345 797	63 098 000 000	48 525 000 000	48 254 470 376			48 254 470 376	47 757 289 396	47 757 289 396
Autres Affaires Militaires	73 347 752 499	73 321 000 000	46 612 000 000	45 320 099 892	14 273 780 696		59 593 880 588	42 264 114 454	56 537 895 150
Ordre et Sécurité	242 494 928 113	244 495 522 822	126 264 174 065	123 961 482 356	17 483 153 641		141 444 635 997	112 331 089 641	129 814 243 282
Service de Police	183 794 483 908	185 290 000 000	88 407 000 000	87 819 642 400	16 651 176 331		104 470 818 731	82 371 367 942	99 022 544 273
Services judiciaires	53 541 514 003	54 477 000 000	35 798 000 000	35 053 140 726	831 977 310		35 885 118 036	29 502 873 410	30 334 850 720
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	4 728 522 822	2 059 174 065	1 088 699 230			1 088 699 230	456 848 289	456 848 289
Affaires Économiques	430 591 137 326	473 089 631 436	253 882 316 024	249 712 979 006	18 043 041 561		267 756 020 567	97 849 698 401	115 892 739 962
Activités Végétales et Halieutiques	204 557 569 179	206 622 000 000	106 239 347 950	103 752 282 177	1 941 467 217		105 693 749 394	46 179 164 867	48 120 632 084
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	4 602 631 436	3 258 968 074	3 085 848 362			3 085 848 362	1 635 243 409	1 635 243 409
Activités de transport et télécommunication	140 743 311 235	177 870 000 000	105 980 000 000	105 825 833 807	8 681 716 932		114 507 550 739	22 876 783 133	31 558 500 065
Activités Industrielles et autres Services	81 196 057 506	83 995 000 000	38 404 000 000	37 049 014 660	7 419 857 412		44 468 872 072	27 158 506 992	34 578 364 404
Protection de l'environnement	107 205 350 937	109 571 000 000	38 217 000 000	37 581 210 243	2 013 883 894		39 595 094 137	33 237 107 589	35 250 991 483
Logement et Equipements Collectifs	863 034 265 471	889 374 833 989	432 734 186 278	427 896 672 420	679 009 083		428 575 681 503	151 157 973 745	151 836 982 828
Santé	364 421 530 566	389 630 000 000	244 115 246 030	236 825 251 223	1 368 990 825		238 194 242 048	165 309 539 160	166 678 529 985
Loisirs, Culture et Culte	108 008 630 378	109 236 000 000	57 074 291 189	56 092 608 400	5 965 237 912		62 057 846 312	44 086 839 240	50 052 077 152
Enseignement, Formation et Recherche	1 304 673 023 877	1 312 872 000 000	948 994 000 000	943 973 734 925	428 742 106		944 402 477 031	844 879 043 246	845 307 785 352
Protection Sociale	88 743 841 006	101 242 342 154	68 160 537 600	66 459 020 738	1 408 231 432		67 867 252 170	33 898 569 138	35 306 800 570
TOTAL GENERAL	6 165 805 292 920	6 261 059 330 401	3 963 689 235 034	3 790 690 144 606	160 205 000 000	74 679 966 703	4 025 575 111 309	2 979 544 024 861	3 214 428 991 564

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

ANNEXE 4 :

ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin septembre 2016)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Service de la dette publique	1 340 267 982 261	1 340 270 000 000	1 102 260 000 000	964 888 303 043			964 888 303 043	964 888 303 043	964 888 303 043
- Dette publique intérieure	860 512 161 196	860 510 000 000	685 080 000 000	658 602 366 388			658 602 366 388	658 602 366 388	658 602 366 388
- Dette publique extérieure	479 755 821 065	479 760 000 000	417 180 000 000	306 285 936 655			306 285 936 655	306 285 936 655	306 285 936 655
Services généraux des administrations publiques	1 057 726 224 651	1 032 519 000 000	517 852 483 848	511 564 096 929	98 540 928 850	74 679 966 703	684 784 992 482	366 319 567 385	539 540 462 938
Institutions	126 154 910 020	157 329 000 000	126 863 000 000	126 857 519 133	72 395 115 765		199 252 634 898	125 311 848 175	197 706 963 940
- Organismes législatifs (Assemblée)	22 802 047 091	25 153 000 000	21 578 000 000	21 578 429 990	2 005 091 868		23 583 521 858	21 568 133 826	23 573 225 694
- Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	80 780 249 582	108 600 000 000	86 060 000 000	86 059 557 497	70 390 023 897		156 449 581 394	85 662 450 917	156 052 474 814
- Autres institutions	22 572 613 347	23 576 000 000	19 225 000 000	19 219 531 646			19 219 531 646	18 081 263 432	18 081 263 432
Services Généraux	931 571 314 631	875 190 000 000	390 989 483 848	384 706 577 796	26 145 813 085	74 679 966 703	485 532 357 584	241 007 719 210	341 833 498 998
- Services Economiques et Financiers	244 378 268 409	261 630 000 000	120 330 000 000	116 513 871 231	11 136 611 030	74 679 966 703	202 330 448 964	76 958 501 047	162 775 078 780
- Autres Services	687 193 046 222	613 560 000 000	270 659 483 848	268 192 706 565	2 954 080 805		271 146 787 370	102 665 437 412	105 619 518 217
- Services des Affaires Extérieures	143 291 457 738	145 250 000 000	63 645 000 000	62 486 055 928	12 055 121 250		74 541 177 178	61 383 780 751	73 438 902 001
Défense	258 638 378 334	258 759 000 000	174 135 000 000	171 734 785 323	14 273 780 696		186 008 566 019	165 586 294 273	179 860 074 969
Services militaires	122 200 280 038	122 340 000 000	78 998 000 000	78 160 215 055			78 160 215 055	75 564 890 423	75 564 890 423
Services de gendarmerie	63 090 345 797	63 098 000 000	48 525 000 000	48 254 470 376			48 254 470 376	47 757 289 396	47 757 289 396
Autres Affaires Militaires	73 347 752 499	73 321 000 000	46 612 000 000	45 320 099 892	14 273 780 696		59 593 880 588	42 264 114 454	56 537 895 150
Ordre et Sécurité	242 494 928 113	244 495 522 822	126 264 174 065	123 961 482 356	17 483 153 641		141 444 635 997	112 331 089 641	129 814 243 282
Service de Police	183 794 483 908	185 290 000 000	88 407 000 000	87 819 642 400	16 651 176 331		104 470 818 731	82 371 367 942	99 022 544 273
Services judiciaires	53 541 514 003	54 477 000 000	35 798 000 000	35 053 140 726	831 977 310		35 885 118 036	29 502 873 410	30 334 850 720
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	4 728 522 822	2 059 174 065	1 088 699 230			1 088 699 230	456 848 289	456 848 289
Affaires Économiques	430 591 137 326	473 089 631 436	253 882 316 024	249 712 979 006	18 043 041 561		267 756 020 567	97 849 698 401	115 892 739 962
Activités Végétales et Halieutiques	204 557 569 179	206 622 000 000	106 239 347 950	103 752 282 177	1 941 467 217		105 693 749 394	46 179 164 867	48 120 632 084
- Agriculture	193 487 404 102	193 200 000 000	99 992 000 000	98 849 854 080	693 812 598		99 543 666 678	42 034 634 420	42 728 447 018
- Elevage	11 070 165 077	13 422 000 000	6 247 347 950	4 902 428 097	1 247 654 619		6 150 082 716	4 144 530 447	5 392 185 066
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	4 602 631 436	3 258 968 074	3 085 848 362			3 085 848 362	1 635 243 409	1 635 243 409
Activités de transport et télécommunication	140 743 311 235	177 870 000 000	105 980 000 000	105 825 833 807	8 681 716 932		114 507 550 739	22 876 783 133	31 558 500 065
Activités Industrielles et autres Services	81 196 057 506	83 995 000 000	38 404 000 000	37 049 014 660	7 419 857 412		44 468 872 072	27 158 506 992	34 578 364 404
Protection de l'environnement	107 205 350 937	109 571 000 000	38 217 000 000	37 581 210 243	2 013 883 894		39 595 094 137	33 237 107 589	35 250 991 483
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	68 967 302 651	70 637 000 000	17 948 000 000	17 695 957 784	1 000 000 000		18 695 957 784	14 490 262 303	15 490 262 303
Protection faune et flore	38 238 048 286	38 934 000 000	20 269 000 000	19 885 252 459	1 013 883 894		20 899 136 353	18 746 845 286	19 760 729 180
Logement et Equipements Collectifs	863 034 265 471	889 374 833 989	432 734 186 278	427 896 672 420	679 009 083		428 575 681 503	151 157 973 745	151 836 982 828
Alimentation en eau	109 608 375 698	114 200 000 000	33 993 000 000	30 880 813 555			30 880 813 555	26 936 778 429	26 936 778 429
Electrification	182 571 030 675	182 610 000 000	139 620 000 000	139 612 122 131			139 612 122 131	18 322 576 655	18 322 576 655
Infrastructures routières	438 629 519 812	423 540 000 000	150 568 400 000	150 528 536 394			150 528 536 394	34 499 200 511	34 499 200 511
Batiments administratifs et logements	16 877 056 793	25 265 000 000	14 365 000 000	13 437 351 813	610 956 696		14 048 308 509	10 517 638 514	11 128 595 210
Equipements des Collectivités Territoriales	4 870 539 261	5 759 833 989	4 351 786 278	4 274 843 123			4 274 843 123	4 251 689 608	4 251 689 608
Autres	110 477 743 232	138 000 000 000	89 836 000 000	89 163 005 404	68 052 387		89 231 057 791	56 630 090 028	56 698 142 415

ANNEXE 4 :

ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION
(Situation à fin septembre 2016)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
Santé	364 421 530 566	389 630 000 000	244 115 246 030	236 825 251 223	1 368 990 825		238 194 242 048	165 309 539 160	166 678 529 985
Médicaments et matériels biomédicaux	15 367 407 424	22 110 000 000	8 685 062 887	7 208 806 725			7 208 806 725	4 083 949 352	4 083 949 352
Services de santé de base et secondaire	20 390 927 888	18 073 000 000	7 283 367 440	5 670 732 272			5 670 732 272	2 228 181 170	2 228 181 170
Formation Agents de santé	11 109 612 007	10 775 000 000	8 120 815 703	8 113 465 703			8 113 465 703	5 592 053 996	5 592 053 996
CHU, Centres de Santé Spécialisés	60 688 119 304	62 212 000 000	43 566 000 000	43 382 658 959			43 382 658 959	41 181 507 852	41 181 507 852
Autres affaires liées à la santé	256 865 463 943	276 460 000 000	176 460 000 000	172 449 587 564	1 368 990 825		173 818 578 389	112 223 846 790	113 592 837 615
Loisirs, Culture et Culte	108 008 630 378	109 236 000 000	57 074 291 189	56 092 608 400	5 965 237 912		62 057 846 312	44 086 839 240	50 052 077 152
Affaires culturelles	19 197 102 268	19 615 000 000	11 419 000 000	10 764 569 028	348 092 139		11 112 661 167	10 242 895 650	10 590 987 789
Affaires Sportives	42 796 363 121	42 806 000 000	15 332 000 000	15 207 628 112	5 472 145 773		20 679 773 885	13 856 479 394	19 328 625 167
Communication	19 190 837 666	19 971 000 000	7 732 291 189	7 608 006 003	145 000 000		7 753 006 003	7 175 773 154	7 320 773 154
Autres	26 824 327 323	26 844 000 000	22 591 000 000	22 512 405 257			22 512 405 257	12 811 691 042	12 811 691 042
Enseignement, Formation et Recherche	1 304 673 023 877	1 312 872 000 000	948 994 000 000	943 973 734 925	428 742 106		944 402 477 031	844 879 043 246	845 307 785 352
Enseignement de base	569 520 479 399	569 350 000 000	419 760 000 000	418 543 824 496	100 669 850		418 644 494 346	408 324 900 461	408 425 570 311
Formation continue des adultes	13 631 124 013	13 631 000 000	12 266 000 000	11 936 623 164			11 936 623 164	11 675 192 518	11 675 192 518
Enseignement Secondaire	290 519 516 853	291 070 000 000	224 170 000 000	223 514 625 972			223 514 625 972	183 503 812 110	183 503 812 110
Enseignement Supérieur	200 933 920 108	206 100 000 000	161 990 000 000	161 566 702 134	328 072 256		161 894 774 390	141 852 104 643	142 180 176 899
Enseignement Technique et Professionnelle	115 472 365 129	119 320 000 000	61 383 000 000	59 616 084 000			59 616 084 000	46 675 698 323	46 675 698 323
Recherche	20 537 175 095	21 423 000 000	10 828 000 000	10 776 889 567			10 776 889 567	5 276 573 280	5 276 573 280
Autres	94 058 443 280	91 978 000 000	58 597 000 000	58 018 985 592			58 018 985 592	47 570 761 911	47 570 761 911
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	9 900 000 000	9 900 000 000	2 475 000 000	2 475 000 000			2 475 000 000		
Protection Sociale	88 743 841 006	101 242 342 154	68 160 537 600	66 459 020 738	1 408 231 432		67 867 252 170	33 898 569 138	35 306 800 570
Protection des enfants et handicapés	8 053 758 397	8 053 758 397	5 420 605 686	5 081 675 332			5 081 675 332	4 697 023 299	4 697 023 299
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	50 328 725 249	57 023 000 000	39 233 000 000	39 015 927 485			39 015 927 485	16 218 557 143	16 218 557 143
Service civique et réinsertion									
Pension de retraite	6 674 701 184	6 675 583 757	341 931 914	341 931 914			341 931 914	341 931 914	341 931 914
<i>dont déficit CGRAE</i>	17 200 000 000								
Autres protection sociale	23 686 656 176	29 490 000 000	23 165 000 000	22 019 486 007	1 408 231 432		23 427 717 439	12 641 056 782	14 049 288 214
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 165 805 292 920	6 261 059 330 401	3 963 689 235 034	3 790 690 144 606	160 205 000 000	74 679 966 703	4 025 575 111 309	2 979 544 024 861	3 214 428 991 564

**ANNEXE 5 :
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTRE ET INSTITUTION
(Situation à fin septembre 2016)**

MINISTERE / INSTITUTION	Collectif	Budget Actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
01 REPRESENTATION NATIONALE	22 802 047 091	25 153 000 000	21 578 000 000	21 578 429 990	2 005 091 868		23 583 521 858	21 568 000 000	23 573 091 868
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	142 300 493 903	171 230 000 000	97 524 000 000	97 523 811 598	69 486 572 660		167 010 384 258	97 280 000 000	166 766 572 660
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 230 546 081	4 230 546 081	3 652 808 891	3 652 808 891			3 652 808 891	3 639 098 094	3 639 098 094
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 681 668 352	1 681 668 352	1 601 328 220	1 601 328 220			1 601 328 220	1 600 310 330	1 600 310 330
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHÉS	73 603 816 364	75 316 000 000	54 340 000 000	54 339 778 214	903 451 237		55 243 229 451	49 638 000 000	50 541 451 237
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 779 395 174	2 779 395 174	2 300 541 683	2 300 541 683			2 300 541 683	2 090 846 376	2 090 846 376
08 MEDIATURE	1 968 150 091	2 178 350 091	2 080 495 087	2 080 495 087			2 080 495 087	2 074 319 937	2 074 319 937
10 COUR DES COMPTES	1 769 012 605	1 922 548 810	1 520 113 057	1 520 113 057			1 520 113 057	1 520 113 057	1 520 113 057
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	34 424 502 816	43 425 000 000	30 775 000 000	30 775 145 673			30 775 145 673	20 390 000 000	20 390 000 000
12 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 455 158 762 029	1 463 900 000 000	1 213 910 638 786	1 129 980 896 881	10 993 279 296		1 140 974 176 177	889 201 769 454	900 195 048 750
14 MINISTERE DU PETROLE ET DE L'ENERGIE	147 876 274 794	147 880 000 000	122 110 000 000	121 953 583 530			121 953 583 530	6 318 360 767	6 318 360 767
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR	309 760 833 695	315 350 000 000	136 570 000 000	135 538 014 187	16 651 176 331		152 189 190 518	128 460 000 000	145 111 176 331
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	18 276 002 532	18 716 000 000	11 049 000 000	10 915 291 222	49 871 180		10 965 162 402	7 923 418 090	7 973 289 270
17 MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	56 302 758 188	56 734 000 000	36 888 000 000	35 277 171 579	831 977 310		36 109 148 889	29 193 000 000	30 024 977 310
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	253 553 177 312	253 950 000 000	100 270 000 000	99 125 341 812	693 812 598		99 819 154 410	43 199 000 000	43 892 812 598
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	21 329 461 060	26 273 000 000	13 406 000 000	12 869 595 841	610 956 696		13 480 552 537	11 049 000 000	11 659 956 696
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	28 861 880 815	35 595 000 000	23 073 000 000	22 844 284 446	35 595 000 000		24 072 851 385	6 738 265 826	7 966 832 765
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	590 420 104 009	637 580 000 000	226 308 400 000	156 319 254 557	68 052 387		156 387 306 944	74 463 000 000	74 531 052 387
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	885 751 683 875	882 760 000 000	654 740 000 000	652 150 402 045	100 669 850		652 251 071 895	595 570 000 000	595 670 669 850
24 MINISTERE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	343 461 252 807	372 830 000 000	232 330 000 000	225 147 182 024	1 368 990 825		226 516 172 849	150 900 000 000	152 268 990 825
25 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	79 569 891 726	80 661 000 000	58 801 000 000	57 837 507 887	12 055 121 250		69 892 629 137	57 002 000 000	69 057 121 250
26 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	251 721 066 840	251 760 000 000	174 560 000 000	172 081 658 805	14 273 780 696		186 355 439 501	165 760 000 000	180 033 780 696
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	18 163 281 992	18 943 000 000	7 159 988 832	7 102 195 833	145 000 000		7 247 195 833	6 717 721 636	6 862 721 636
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	16 969 213 689	19 254 000 000	7 565 919 975	7 333 805 882			7 333 805 882	4 682 580 254	4 682 580 254
29 MINISTERE DES SPORTS ET LOISIRS	40 727 018 266	40 756 000 000	13 410 000 000	13 237 161 563	5 472 145 773		18 709 307 336	11 680 000 000	17 152 145 773
30 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	664 176 234 031	583 149 286 693	267 838 606 867	276 552 279 321	143 331 734	74 679 966 703	351 375 577 758	284 140 896 303	358 964 194 740
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	28 043 659 876	28 044 000 000	17 665 000 000	17 320 143 213	1 013 883 894		18 334 027 107	16 869 000 000	17 882 883 894
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	200 607 090 897	210 020 000 000	160 460 000 000	159 898 421 827	328 072 256		160 226 494 083	137 670 000 000	137 998 072 256
34 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	92 510 471 375	94 268 000 000	42 456 000 000	40 678 475 257	13 271 332		40 691 746 589	32 549 000 000	32 562 271 332
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 131 853 344	13 550 000 000	7 913 686 933	7 265 165 966	348 092 139		7 613 258 105	6 754 992 464	7 103 084 603
37 MINISTERE DU COMMERCE	5 834 309 456	6 809 893 808	4 732 277 080	4 447 246 813	732 208 767		5 179 455 580	3 652 660 861	4 384 869 628
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	38 389 268 775	38 638 000 000	6 197 158 879	5 892 740 195	6 687 648 645		12 580 388 840	5 197 086 563	11 884 735 208
39 MINISTERE DU TOURISME	8 721 736 365	8 721 736 365	5 965 152 953	5 749 253 254	593 487 807		6 342 741 061	5 429 864 518	6 023 352 325
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	88 503 482 067	91 409 000 000	85 923 000 000	85 804 211 535	8 681 716 932		94 485 928 467	16 077 000 000	24 758 716 932
42 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	17 886 141 429	18 104 000 000	14 590 000 000	13 385 145 864	1 408 231 432		14 793 377 296	12 198 000 000	13 606 231 432
44 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	550 000 000	1 000 000 000	899 384 587	899 384 587	190 000 000		1 089 384 587	450 000 000	640 000 000
45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES	20 476 184 360	20 476 000 000	13 475 000 000	13 347 308 133			13 347 308 133	13 226 000 000	13 226 000 000
47 COUR SUPREME	8 152 693 820	8 340 029 384	6 170 179 119	6 170 179 119	32 925 297		6 203 104 416	5 715 494 636	5 748 419 933
48 MINISTERE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	35 321 564 877	35 322 000 000	12 057 000 000	11 959 943 801			11 959 943 801	6 662 895 998	6 662 895 998
49 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	32 044 074 800	32 044 000 000	25 035 000 000	24 935 921 735			24 935 921 735	14 703 000 000	14 703 000 000
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	11 517 742 638	13 895 000 000	6 314 421 590	4 934 930 157	1 247 654 619		6 182 584 776	4 071 903 394	5 319 558 013
56 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	2 596 470 873	2 672 818 064	1 081 188 582	944 031 878			944 031 878	821 886 301	821 886 301
59 MINISTERE DE L'ENTREPRENEURIAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	6 686 728 129	7 582 666 290	4 139 078 209	3 806 884 993	691 483 250		4 498 368 243	2 819 662 970	3 511 146 220
60 MINISTERE CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	7 576 383 819	7 576 383 819	1 404 302 170	1 210 276 320	154 475 000		1 364 751 320	1 030 028 195	1 184 503 195
68 PARQUET GENERAL	1 246 007 470	1 246 007 470	942 136 002	942 136 002			942 136 002	942 136 002	942 136 002
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE URBAINE ET DE L'ASSAINISSEMENT	50 727 987 092	51 264 000 000	4 626 252 434	4 514 301 122	1 000 000 000		5 514 301 122	2 780 998 423	3 780 998 423
73 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL	5 504 868 000	12 539 000 000	6 625 175 099	5 864 002 163			5 864 002 163	4 134 714 412	4 134 714 412
74 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	22 138 043 321	23 529 000 000	19 655 000 000	19 081 960 844			19 081 960 844	12 988 000 000	12 988 000 000
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 165 805 292 920	6 261 059 330 401	3 963 689 235 034	3 790 690 144 606	160 205 000 000	74 679 966 703	4 025 575 111 309	2 979 544 024 861	3 214 428 991 564

(*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

TABLEAU F.9.4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN SEPTEMBRE 2016

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2015		2016	
	Réalisation	Budget	Réalisation	Réalisation Septembre
DEPENSES EDUCATION	926 837,3	1 109 807,1		843 691,2
Courantes	839 991,7	934 239,0		696 522,4
Administration Centrale	665 426,4	733 656,4		535 119,5
Personnel	649 977,4	711 426,4		525 383,7
Abonnement	3 949,4	8 585,0		3 715,9
Autres Administrations Centrales	11 499,6	13 645,0		6 019,8
Structures éducatives (hors personnel)	174 565,3	200 582,5		160 995,9
Subventions aux écoles privées	92 672,4	107 585,8		94 003,6
Kits Scolaires	5 487,2	10 000,0		6 058,2
Bourses	23 668,3	21 669,5		16 503,4
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23 726,2	25 135,6		16 477,5
Ecoles publiques	29 011,2	36 191,7		27 953,3
Avances non encore régularisées				407,0
Investissement	86 845,6	175 568,2		147 168,8
Administration	0,0	0,0		0,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	86 845,6	175 568,2		147 168,8
dont prêts extérieurs	6 047,5	15 164,6		105,0
Avances non encore régularisées				
DEPENSES SANTE	252 398,6	328 715,4		226 108,6
Courantes	184 597,3	213 309,7		138 114,2
Administration Centrale	147 020,4	175 833,2		115 250,0
Personnel	121 564,1	139 423,6		101 194,7
Abonnement	3 707,0	7 010,2		2 764,2
Autres Administrations Centrales	21 749,3	29 399,3		11 291,1
Structures sanitaires (hors personnel)	37 576,9	37 476,6		21 565,3
Niveau primaire et secondaire	7 864,9	11 718,9		4 773,6
Niveau tertiaire	9 071,6	9 697,7		5 752,2
Niveau quaternaire	20 239,7	14 773,2		10 885,0
Autres	400,7	1 286,8		154,6
Avances non encore régularisées				1 299,0
Investissement	67 801,3	115 405,6		87 994,4
Administration	471,5	1 548,3		212,9
Construction et équipements	67 329,8	113 857,3		87 781,5
dont prêts extérieurs	19 284,0	45 918,3		58 519,3
Avances non encore régularisées				
TOTAL	1 179 235,8	1 438 522,5		1 069 799,8

TABLEAU F.9.5 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN SEPTEMBRE 2016

(toutes sources de financement confondues)

(En francs CFA)

Domaines	2015	2016	
	Réalisation dec	Budget	Exécution à fin Septembre
01 Agriculture et développement rural	111 157 837 633	96 186 704 508	84 627 645 690
01.0 Administration générale	47 652 176 330	49 353 735 500	38 681 579 036
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	23 981 774 265	14 923 986 317	23 369 453 699
01.2 Formation et encadrement	19 436 590 683	11 988 356 391	9 070 595 569
01.3 Aménagement hydro-agricole	9 189 822 550	6 020 626 300	10 118 626 300
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	10 897 473 805	13 900 000 000	3 387 391 086
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 801 338 621	9 576 542 638	5 418 234 629
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 628 091 355	5 057 879 669	4 217 883 766
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 683 492 610	1 904 712 969	871 476 598
02.2 Pêche et aquaculture	489 754 656	2 613 950 000	328 874 265
03 Education	991 618 543 157	1 190 927 291 146	895 916 482 430
03.0 Administration générale	26 220 760 156	37 034 447 321	28 890 564 244
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	399 713 539 373	520 137 329 671	416 969 006 940
03.2 Alphabétisation	345 804 014	619 014 915	86 105 402
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	320 885 672 695	369 635 511 146	258 536 611 522
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	197 952 766 919	220 000 988 093	160 984 194 322
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	46 500 000 000	43 500 000 000	30 450 000 000
04 Santé	279 499 757 527	351 866 819 806	245 793 766 761
04.00 Administration générale santé	133 395 930 970	161 615 775 161	110 947 785 299
04.01 Système de santé primaire	62 301 953 930	74 021 296 825	45 044 681 682
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	2 874 340 018	2 857 198 977	3 180 332 557
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	5 302 477 154	38 739 798 499	35 035 502 985
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	10 725 437 243	2 368 622 337	262 561 901
04.05 VIH/SIDA	1 794 988 867	4 245 552 504	2 129 617 233
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	43 104 629 345	48 018 575 503	35 193 285 104
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	20 000 000 000	14 000 000 000
05 Eau et Assainissement	74 819 315 150	89 118 240 447	48 291 542 266
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	32 492 082 927	38 842 770 161	20 230 994 250
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	15 327 232 223	20 275 470 286	7 060 548 016
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	13 500 000 000	9 450 000 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	13 500 000 000	16 500 000 000	11 550 000 000
06 Energie	53 554 713 180	38 371 373 356	24 888 320 414
06.1 Accès à l'électricité	40 054 713 180	24 871 373 356	15 438 320 414
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	13 500 000 000	9 450 000 000
07 Routes et ouvrages d'art	155 613 116 966	120 699 921 204	110 121 142 557
07.1 Entretien pistes rurales	7 289 158 562	6 944 377 764	18 401 448 932
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	12 087 272 054	20 752 028 910	6 684 314 084
07.3 Autres travaux routiers	107 992 686 350	68 003 514 530	67 535 379 541
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	28 244 000 000	25 000 000 000	17 500 000 000
08 Affaires Sociales	28 782 683 711	24 124 762 874	17 103 046 665
08.0 Administration générale	23 147 629 038	17 817 353 841	12 536 058 537
08.1 Formations destinées aux femmes	507 532 657	509 904 537	1 575 627 583
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 876 309 952	3 107 994 566	1 681 081 504
08.3 Formation au personnel d'appui	1 928 240 216	1 793 558 930	1 238 833 941
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	322 971 848	895 951 000	71 445 100
09 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	44 054 600 669
09.1 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	44 054 600 669
10 Reconstructions et réhabilitations	14 227 787 001	5 150 000 000	5 741 384 915
10.1 Reconstruction et réhabilitation	145 816 389	150 000 000	
10.2 Habitat et logement sociaux	14 081 970 612	5 000 000 000	5 741 384 915
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 140 850 791	11 218 455 738	6 756 157 979
11.1 Promotion et insertion des jeunes	1 183 488 084	8 707 687 569	4 769 018 848
11.2 Appui et suivi DSRP	127 199 881	473 500 000	52 039 211
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 830 162 826	2 037 268 169	1 935 099 920
TOTAL	1 770 178 871 264	1 998 477 129 740	1 488 712 324 975

Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.

A fin septembre 2016, les délais moyens des actions relevant des principaux acteurs du circuit de la dépense publique (Ordonnateur, Contrôleur Financier, Comptable), n'ont pas été conformes aux normes. En effet, il ressort une nette augmentation de la durée de traitement des dossiers par rapport à fin juin 2016 au niveau de tous les acteurs notamment à l'engagement, l'ordonnancement et la prise en charge.

Les efforts seront poursuivis pour réduire le temps de traitement des dossiers au niveau de chaque acteur.

Le tableau suivant montre pour chaque acteur de la dépense publique, la durée moyenne de traitement des dossiers à fin septembre 2016.

Acteurs	Engagement		Ordonnancement		Prise en Charge	
	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes	Durée moyenne	Normes
Ordonnateur	5 jours	-	7 jours	-	-	-
Contrôleur financier	9 jours	8 jours	9 jours	8 jours	-	-
Comptable	-	-	-	-	7 jours	5 jours

Source : DGBF